



OBSERVATOIRE
de l'information
et des stratégies
d'influence

« ÊTRE CORRESPONDANT EN RUSSIE, C'EST TRAVAILLER EN TERRAIN HOSTILE »

Entretien avec **Sylvain Tronchet** / Ancien correspondant de Radio France
en Russie de 2021 à 2026

Réalisé par **Cédric Stanghellini** / Journaliste et membre de
l'Observatoire de l'information et des stratégies

Octobre 2026



ENTRETIEN AVEC



Sylvain Tronchet / Ancien correspondant de
Radio France en Russie de 2021 à 2026

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS se consacre à l'analyse approfondie des mécanismes de fabrication de l'information, des logiques médiatiques et des stratégies d'influence, dans un contexte international. Il explore comment l'information est produite, transcrite et diffusée dans les médias traditionnels, numériques et les réseaux sociaux, tout en examinant les dynamiques de pouvoir, les enjeux géopolitiques, les dilemmes éthiques et problématiques économiques liés à ces pratiques.

À l'ère du numérique, l'Observatoire vise à éclairer les relations complexes entre médias, opinion publique et sphères d'influence à travers le monde, en incluant une perspective stratégique. Il s'adresse aux décideurs, chercheurs et citoyens soucieux de mieux comprendre les enjeux globaux de l'information et de l'influence.

À travers ses travaux et ses initiatives, l'Observatoire se positionne comme une ressource de réflexions et d'analyses des stratégies d'influence et de désinformation, contribuant ainsi à un débat public éclairé et informé.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Arrivé à Moscou en septembre 2021, quelques mois seulement avant le déclenchement de l'offensive russe contre l'Ukraine¹, Sylvain Tronchet a vu ses conditions de travail profondément évoluer au fil de la guerre. Restrictions de déplacement, difficultés d'accès aux sources, surveillance, accréditations refusées : exercer le métier de correspondant étranger en Russie est devenu de plus en plus complexe. Dans un pays où les derniers journalistes indépendants ont progressivement cessé leur activité ou quitté le territoire, comment continuer à informer ? Comment confronter le discours du pouvoir aux faits sans mettre en danger ses interlocuteurs ? Et comment raconter une société russe bouleversée par plusieurs années de guerre ?



Festival international de journalisme, Couthures-sur-Garonne, juillet 2026. Sylvain Tronchet, invité pour raconter ses cinq années comme correspondant de Radio France en Russie. ©Sylvain Tronchet / Radio France

De retour en France après cinq années passées en Russie, Sylvain Tronchet revient sur son expérience dans cet entretien exclusif accordé à l'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence.

¹ L'offensive russe sur le territoire ukrainien débute le 24 février 2022.

CÉDRIC STANGHELLINI : Quel parcours vous a conduit jusqu'à Moscou ?

SYLVAIN TRONCHET : J'ai un pur parcours Radio France. J'ai été diplômé de l'IPJ² et je suis entré rapidement après mon diplôme à Radio France. J'ai intégré le réseau des locales, pour y faire des remplacements ou des renforts, ce qu'on appelle être au planning, puis le bureau d'Orléans, où j'ai travaillé pendant treize ans. Je suis ensuite venu à Paris pour m'occuper essentiellement des affaires politiques pour France Bleu Paris. Puis j'ai participé aux débuts de la cellule investigation de Radio France, où je suis resté cinq ans. Une opportunité s'est ensuite présentée à Radio France en Russie. Ma compagne était d'accord pour vivre une expérience à l'étranger et Moscou s'est imposé à moi, aussi pour des raisons familiales. Mon arrière-grand-père était officier de la marine impériale russe. J'ai appris le russe dès le collège. Je n'ai pas du tout été élevé dans la culture russe, mais j'ai une histoire avec ce pays. J'y avais fait un premier voyage dans le cadre d'un stage linguistique au milieu des années 1980. C'était encore l'URSS.

CÉDRIC STANGHELLINI : Dans quel état d'esprit arrivez-vous en Russie en septembre 2021 ?

SYLVAIN TRONCHET : Je suis parti avec beaucoup de joie, beaucoup d'envie, et puis avec cette impression d'avoir les orteils au-dessus du vide. C'était un grand changement personnel, familial et professionnel. Avec mon épouse et nos deux enfants - une fille d'un mois et demi et un fils de cinq ans - nous sommes arrivés à Moscou en septembre par avion. À l'époque, il y avait encore des vols directs depuis Paris. Il faisait déjà relativement froid et gris ce jour-là. Je me souviens m'être dit : « Est-ce que j'ai fait le bon choix ? ».

CÉDRIC STANGHELLINI : Quel a été votre premier reportage ?

SYLVAIN TRONCHET : Mon premier grand reportage a été en Yakoutie, en Sibérie orientale, sur les dangers de la fonte du pergélisol.³ Nous sommes partis avec mon assistante : sept heures et demie d'avion depuis Moscou pour atterrir à Yakoutsk. Une fois sur place, j'ai été vraiment étonné de constater que les habitants comme les autorités locales étaient assez ouverts sur un sujet pourtant sensible. La Yakoutie a vu la surface de ses terres cultivables divisée par deux en 25 ans à cause de la fonte du pergélisol. Et il y a désormais des feux de forêt chaque été. Le changement climatique est extrêmement brutal dans ces régions polaires.

² Institut pratique du journalisme Dauphine-PSL.

³ « Climat : en Yakoutie, le dégel du pergélisol modifie les paysages et les écosystèmes », France Culture, 1^{er} novembre 2021, [radiofrance.fr](https://www.radiofrance.fr).

CÉDRIC STANGHELLINI : Quelques mois après votre arrivée, la Russie envahit l'Ukraine. Sentiez-vous que quelque chose se préparait ?

SYLVAIN TRONCHET : Ici, sur place, il y avait déjà un climat particulier. Trois ou quatre jours avant l'invasion de l'Ukraine, j'étais présent à un événement avec des diplomates européens. L'hypothèse était évoquée dans des échanges en *off*, mais je n'ai rencontré personne qui me disait avoir la conviction que Vladimir Poutine allait effectivement prendre cette décision. À vrai dire, mon niveau d'information était relativement faible. Dans le même temps, le pouvoir russe continuait de nier toute intention d'envahir l'Ukraine. J'avais néanmoins été frappé par le ton particulièrement belliqueux adopté par Vladimir Poutine lors de la venue d'Emmanuel Macron à Moscou, quelques semaines auparavant⁴. Lors de leur conférence de presse, il avait notamment rappelé que la Russie était une puissance nucléaire face à une Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au potentiel militaire supérieur. Cette déclaration était alors passée relativement inaperçue.⁵ *A posteriori*, on peut y voir un signe de sa détermination. À ce moment-là, nous n'avions cependant pas d'éléments nous permettant d'être certains qu'une invasion aurait lieu. Il existait tout un faisceau de signes qui auraient dû nous conduire à envisager cette possibilité plus sérieusement, mais personne n'y croyait vraiment.

CÉDRIC STANGHELLINI : Comment apprenez-vous, le 24 février 2022, que l'invasion a commencé ?

SYLVAIN TRONCHET : Je suis réveillé par mon téléphone qui sonne à six heures du matin. C'est le rédacteur en chef de la matinale de France Info qui me dit : « Il y a Poutine qui parle en direct à la télé. » J'ai immédiatement compris ce qui se passait. C'est un choc !

CÉDRIC STANGHELLINI : La question de quitter la Russie s'est immédiatement posée ?

SYLVAIN TRONCHET : Quand on est journaliste, on doit se concentrer sur les éléments factuels. Et à ce moment-là, on a beaucoup d'informations contradictoires qui arrivent. Mais tu dois aussi penser à ton cas personnel, professionnel et familial. On est face à l'inconnu, parce qu'on ne sait pas ce que cette guerre va signifier pour nous, étrangers et journalistes.

⁴ Le Président français Emmanuel Macron a été reçu à Moscou par Vladimir Poutine le 7 février 2022.

⁵ Déclaration de Vladimir Poutine du 7 février 2022 : « Si l'Ukraine devient membre de l'OTAN et tente de reprendre la Crimée par la voie militaire, les pays européens seront automatiquement entraînés dans un conflit militaire avec la Russie. Bien sûr, le potentiel global de l'OTAN et celui de la Russie ne sont pas comparables. Mais nous comprenons également que la Russie est l'une des principales puissances nucléaires et qu'elle devance de nombreux pays pour certaines composantes de ses armements nucléaires modernes. Vous serez entraînés dans ce conflit malgré vous. »

Faut-il partir tout de suite ? Qu'est-ce qui va m'arriver, à moi et à mes proches, dans les prochains jours, les prochaines semaines ? Les vols directs disparaissent, sans oublier la question de l'accès à mes comptes bancaires... Il faut prendre les bonnes décisions tout en continuant à faire son métier de correspondant dans un pays étranger, et désormais dans un pays étranger en guerre... Certains médias, notamment américains et britanniques, ont rapatrié leurs correspondants. Nous avons beaucoup échangé entre correspondants français présents en Russie et nous avons décidé de rester. Je pense que les médias américains et britanniques disposent de procédures de sécurité plus élaborées que les nôtres, avec des responsables spécifiquement chargés d'évaluer les risques. Et forcément, dans ces conditions, ces personnes ne pouvaient que conseiller ou ordonner de rentrer au pays. Du côté des médias français, c'était peut-être un peu plus artisanal. Mais au fond, personne n'avait de certitude. Nous sommes restés en estimant que les conditions nous permettaient encore de travailler, tandis que certains correspondants étrangers qui étaient partis sont ensuite revenus en Russie.

DIRE OU NE PAS DIRE « GUERRE » EN RUSSIE ?

« Quelques jours après le début de la guerre, il y a cette fameuse loi sur la « discréditation » des forces armées russes. Elle interdit de sortir du discours officiel de l'état-major. Concrètement, pour des avis critiques sur la guerre, on peut être condamné. Cela a depuis été largement utilisé par les autorités. Mais est-ce que cette loi s'applique aux correspondants étrangers ? Peut-on dire « guerre », par exemple, alors qu'ici le mot officiel est « intervention » ? Pendant plusieurs jours, j'ai arrêté de faire des interventions à l'antenne de Radio France. Puis j'ai choisi d'utiliser le terme de guerre. »

CÉDRIC STANGHELLINI : Votre statut de Français et de correspondant étranger vous protège-t-il davantage qu'un journaliste russe ?

SYLVAIN TRONCHET : Oui. Il est évident que ma position de journaliste européen travaillant en Russie est plus confortable que celle d'un journaliste russe. De toute manière ici, il n'y a plus du tout de journalisme indépendant. J'ai vu les derniers travailler et ils ont dû arrêter les uns après les autres ou fuir le pays. Moi, je peux continuer à travailler, de façon dégradée certes, mais toujours indépendamment. Ce qui n'est plus du tout possible pour un Russe. J'ai vu aussi des collègues étrangers dont les visas n'ont pas été renouvelés ou qui ont été

expulsés. C'est notamment arrivé à un journaliste du *Monde* à Moscou⁶. Et puis il y a eu le cas d'Evan Gershkovich, journaliste américain du *Wall Street Journal*, condamné pour espionnage et jeté en prison après son arrestation en mars 2023.⁷ Là, forcément, nous avons tous réfléchi à nouveau. Était-ce une alerte ? Nous avons compris que c'était un message envoyé par le pouvoir.

LA PRESSE INDÉPENDANTE RUSSE POUSSÉE À L'EXIL

Depuis février 2022, la quasi-totalité des médias indépendants russes ont été interdits, bloqués ou contraints à l'exil. Reporters sans frontières recense au moins une soixantaine de médias russes indépendants opérant depuis l'étranger. 48 journalistes sont aujourd'hui emprisonnés par la Russie, dont 26 professionnels des médias ukrainiens arrêtés dans les territoires occupés. En Russie, les journalistes s'exposent notamment à la censure, aux détentions, aux peines de prison ou au classement comme « agent de l'étranger ».

CÉDRIC STANGHELLINI : Quelles sont aujourd'hui les limites concrètes à votre travail de correspondant ? Est-ce que vous avez le sentiment d'être pris dans un étau entre votre devoir d'intégrité de journaliste et l'exercice du pouvoir russe sur la liberté d'information ?

SYLVAIN TRONCHET : Je ne dirais pas forcément que je suis pris dans un étau. Je dirais simplement qu'il y a de plus en plus de choses qui deviennent compliquées à faire. Par exemple, je peux dire que l'armée russe rencontre des difficultés. En revanche, je ne peux pas investiguer sur le sujet. C'est dangereux quand on est en Russie, y compris pour un correspondant étranger. S'intéresser de trop près à l'armée ou au complexe militaro-industriel peut être considéré par les autorités russes comme une tentative d'espionnage. L'arrestation d'Evan Gershkovich nous a notamment fait comprendre le signal qui était envoyé : ne vous approchez pas, au propre comme au figuré, de tout ce qui concerne l'armée ou le complexe militaro-industriel. Nos relations avec les autorités se sont immensément dégradées. Si je demande aujourd'hui une interview à une autorité, dans 99 % des cas on va me dire non, ou même ne pas me répondre du tout. De plus en plus de personnes hésitent aussi à nous répondre parce que nous sommes estampillés média de l'étranger.

⁶ Cette décision de rétorsion fait suite au refus de la France de délivrer un visa à un journaliste russe du journal *Komsomolskaïa Pravda*.

⁷ Arrêté le 30 mars 2023 à la suite d'accusations d'espionnage lors d'un reportage à Iekaterinbourg en Oural, Evan Gershkovich est finalement libéré lors d'un échange de prisonniers entre Russie et États-Unis le 1^{er} août 2024.



Donetsk, Ukraine occupée, septembre 2022. Sylvain Tronchet en reportage dans le Donbass, quelques mois après le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine. © Sylvain Tronchet/Radio France.

CÉDRIC STANGHELLINI : Avez-vous subi des pressions qui vous ont directement empêché de réaliser un reportage ?

SYLVAIN TRONCHET : Lorsqu'on se rend dans certaines régions, on est sous la surveillance serrée des services de sécurité. Il nous est arrivé de devoir aller dans des commissariats pour des tracasseries administratives ou d'être interrogés dans les aéroports. Un jour, je réalisais un reportage sur l'installation d'une nouvelle statue de Félix Dzerjinski, fondateur de la Tcheka⁸, la police répressive du régime soviétique. Une fois sur place, mes contacts n'étaient plus là... donc impossible de réaliser mon reportage. Mon assistante a reçu une amende pour exercice du journalisme sans autorisation. Ce sont évidemment des méthodes pour nous mettre des bâtons dans les roues. Cela crée un climat insécurisant et elle a dû arrêter de travailler avec moi. Les autorités utilisent aussi les accréditations comme un moyen de pression sur les médias, entre ceux qui les obtiennent et ceux qui ne les obtiennent pas. Par exemple, je n'ai pas été accrédité au dernier Forum économique de Saint-Pétersbourg⁹. C'est une manière d'envoyer un signal. Autre exemple, je n'ai jamais pu aller dans la région de

⁸ « En Russie, les anciens dirigeants bolchéviques et soviétiques à nouveau honorés », Franceinfo, 17 septembre 2023, https://www.franceinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/en-russie-les-anciens-dirigeants-bolcheviques-et-sovietiques-a-nouveau-honores_6039752.html

⁹ Le XXIX^e Forum économique international de Saint-Pétersbourg s'est tenu du 3 au 6 juin 2026.

Koursk¹⁰ pendant les quelques mois où l'armée ukrainienne en occupait une partie. Du fait des opérations militaires en cours, il fallait une accréditation spéciale que je n'ai jamais obtenue. J'ai essuyé quatre refus. Et on ne sait jamais pourquoi.

CÉDRIC STANGHELLINI : Dans un tel contexte, peut-on encore rester simplement objectif face aux discours du pouvoir ?

SYLVAIN TRONCHET : On ne peut pas traiter l'information à plat quand on est face au pouvoir russe. Il faut une forme d'engagement. Ce que j'apprends ici est très intéressant, parce que cela réinterroge les pratiques professionnelles. Par exemple, selon la version officielle, l'armée russe ne vise que des cibles militaires en Ukraine avec des frappes de haute précision, alors que les faits démontrent le contraire tous les jours, que fait-on ? Quand on restitue ces paroles du pouvoir russe, est-ce qu'on se contente de les restituer ou est-ce qu'on les met en miroir avec les faits ? Évidemment, on les met en miroir. Il faut sans cesse contextualiser l'information, ce qui est la valeur ajoutée du journaliste. Mais cela me place sans cesse sur une ligne de crête. Ici, en Russie, le pouvoir écrit petit à petit une réalité parallèle. Face à ça, on ne peut pas rester dans une forme de neutralité qui, pour moi, s'apparente à un manque de courage professionnel. Quand je parle d'engagement, il s'agit de ne pas se contenter de juxtaposer deux discours en considérant que la vérité se situe nécessairement quelque part entre les deux. Il faut rechercher les éléments dont on dispose, les mettre en perspective et reconnaître ce que l'on ne peut pas établir avec certitude, notamment à cause du brouillard de la guerre. Cela exige un degré d'expertise important. Oui, j'ai travaillé en terrain hostile ici. Être correspondant aujourd'hui en Russie, cela veut dire avoir un niveau d'engagement professionnel très important.

CÉDRIC STANGHELLINI : Est-ce que votre statut de journaliste français modifie la façon dont votre travail est perçu ?

SYLVAIN TRONCHET : On me renvoie souvent à ma nationalité, à mon statut de Français. Je serais forcément un défenseur patriote des intérêts de mon pays dans le conflit. Plus largement, la France est aujourd'hui perçue comme faisant partie du « camp du mal », désormais au même titre que les pays anglo-saxons. C'est quelque chose de très nouveau dans l'histoire des relations franco-russes. Par exemple, j'ai réalisé un reportage dans une soupe

¹⁰ La ville de Koursk, également capitale de l'Oblast de Koursk, est située à une centaine de kilomètres de la frontière ukrainienne.

populaire à Saint-Pétersbourg¹¹, fréquentée notamment par des retraités. L'association humanitaire qui m'avait accueilli s'attendait plutôt à ce que j'insiste sur la convivialité du lieu, sur le fait que ces personnes étaient là aussi pour ne pas manger seules. Mais les retraités que j'ai rencontrés m'ont surtout expliqué qu'ils venaient là parce que leurs pensions étaient trop faibles. J'ai donc choisi de faire un reportage sur la précarité des retraités russes, qui subissent notamment les effets de l'inflation. On était assez loin de la version plus édulcorée que souhaitait présenter l'association, qui a peu apprécié le ton du reportage et m'a reproché de n'avoir rien compris. Et le simple fait de montrer cette réalité de la société russe m'a valu d'être accusé de tenir des propos anti-russes sur les réseaux sociaux.

CÉDRIC STANGHELLINI : Quel accès les Russes ont-ils encore à l'information ?

SYLVAIN TRONCHET : Il y a tous les cas de figure. Il y a des Russes hyper-légitimistes qui vont concéder que les choses ne vont pas très bien, mais qu'il faut soutenir son pouvoir, sa nation. Il y a aussi des nationalistes qui veulent le retour d'un empire. Il y a beaucoup de gens qui regardent ailleurs et qui ont même retiré les applications d'information de leur téléphone, car ils sont fatigués de la guerre. Et puis, enfin, il y a, on va dire, le camp des libéraux qui partagent nos valeurs européennes de la démocratie et qui sont très informés. Une personne russe qui veut être informée peut l'être, notamment grâce aux VPN¹². Mais pour être informé, il faut aussi le vouloir et regarder autre chose que les médias d'État.

CÉDRIC STANGHELLINI : Avez-vous vu l'appareil répressif se renforcer au cours de ces années ?

SYLVAIN TRONCHET : On est revenu à un niveau de répression qu'il y avait sous Brejnev¹³, avec une société totalement verrouillée. Il n'y a pas d'autre horizon que la guerre pour l'instant pour la population. La consommation d'antidépresseurs en Russie est en forte hausse. Tout n'a pas commencé en février 2022. Depuis des années déjà, le pouvoir poutinien détruisait méticuleusement tout ce qui pouvait composer les piliers d'une société civile. Les associations environnementales, par exemple, sont classées extrémistes. Collaborer ou faire un don à Greenpeace peut conduire en prison, car le pouvoir a bien compris que c'est autour

¹¹ « En Russie, après quatre ans de guerre, l'économie tousse, les retraités souffrent », France Culture, 27 février 2026, radiofrance.fr.

¹² Un VPN, de l'anglais virtual private network (en français : réseau privé virtuel) est un outil permettant de sécuriser sa connexion Internet et d'accéder à des contenus pouvant être bloqués dans un pays

¹³ Léonid Brejnev (1906-1982) dirigea l'Union soviétique de 1964 à 1982, période marquée notamment par la répression des dissidents et un strict contrôle de l'information

de ce genre de combats que peut se cristalliser un début d'opposition. L'art contemporain a été totalement éradiqué, comme le théâtre. Il y a aussi la censure sur les livres et le cinéma.

CÉDRIC STANGHELLINI : Dans ce contexte, est-ce que vous avez dû accepter des concessions pour continuer à exercer votre métier ?

SYLVAIN TRONCHET : Je n'ai fait aucune concession. Il y a des choses que je n'ai pas faites parce que je n'avais pas les autorisations. La Russie n'est pas un pays où on joue avec les autorisations et avec les lois. Je ne me suis jamais retrouvé dans une position où on me contraignait à donner une version. Les autorités russes ne fonctionnent pas comme ça de toute manière. Il peut y avoir une forme de pression. On nous fait bien comprendre que, si ce qu'on écrit plaît, ce sera plus simple de participer à d'autres voyages. Je me souviens lors d'un reportage à Katyn, lieu du massacre d'officiers polonais commis entre avril et mai 1940, un crime longtemps nié par la Russie¹⁴, on nous a imposé un droit de regard sur tout ce qu'on avait vu et entendu durant l'exposition. J'ai refusé et précisé que cette demande serait évoquée dans mon reportage.



Sébastopol, Crimée, Ukraine occupée, juin 2026. En reportage alors que des enfants se baignent dans la mer Noire au moment où retentissent les sirènes d'alerte signalant une attaque de drones. © Sylvain Tronchet / Radio France.

¹⁴ « En Russie, une exposition révisionniste dans un cimetière de soldats polonais réveille les fantômes du stalinisme », Franceinfo, 8 mai 2026, https://www.franceinfo.fr/monde/russie/reportage-en-russie-une-exposition-revisionniste-dans-un-cimetiere-de-soldats-polonais-reveille-les-fantomes-du-stalinisme_7991405.html

CÉDRIC STANGHELLINI : Vous avez pourtant participé à des voyages de presse organisés par les autorités russes en territoire ukrainien occupé. Comment travailler dans ces conditions ?

SYLVAIN TRONCHET : Je suis allé en territoire occupé. J'y suis allé à la fois seul et dans le cadre de voyages de presse officiels, notamment lors d'une visite de l'Agence internationale de l'énergie atomique à la centrale de Zaporijjia.¹⁵ Fallait-il participer à ce genre de voyages organisés ou pas ? Certains médias considèrent que non, parce que les journalistes ne peuvent pas travailler correctement, notamment en raison des risques de mise en scène de la part des autorités qui organisent ces déplacements. Je comprends les médias qui font ce choix-là. Pour ma part, j'ai considéré que c'était possible journalistiquement, mais en précisant très clairement les conditions dans lesquelles nous travaillions. Il ne suffit cependant pas de le signaler au début du sujet. Cette précaution doit cheminer tout au long du reportage. Toute parole recueillie, toute chose vue, toute analyse doit être entendue en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un reportage réalisé dans une situation encadrée et extrêmement contrainte. Il faut sans cesse se demander : qu'est-ce que je vois ? Qu'y a-t-il derrière ce que l'on me montre ? Pourquoi me suis-je retrouvé là ? Est-ce que ce que je vois pourrait être le fruit d'une mise en scène ou d'une manipulation ? Et lorsqu'on n'a pas de certitude, il faut le dire à l'auditeur. C'est en ce sens qu'il faut, tout au long du reportage, faire entendre le champ et le contrechamp. Mais je pense qu'on peut apprendre plein de choses lors de ces voyages. Je me souviens notamment d'une visite organisée dans la cité ukrainienne de Berdiansk¹⁶, contrôlée par la Russie. La ville était relativement épargnée par les bombardements. La vie semblait continuer, donc c'était une belle vitrine pour la Russie. Sauf que le soir, lorsque nous avons traversé les rues en voiture, il y avait très peu de lumière aux fenêtres des immeubles. Nous étions donc dans une belle ville, mais vide. Et là, on comprend que les habitants ont fui.

¹⁵ « Guerre en Ukraine : dans les coulisses de la visite sous haute tension de l'AIEA à la centrale de Zaporijjia », 2 septembre 2022, Franceinfo, https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-l-aiea-veut-une-zone-de-securite-pour-la-centrale-de-zaporijjia-ou-elle-juge-la-situation-intenable_5346019.html

¹⁶ Reportage dans le Donbass occupé, ou "libéré" selon les Russes, 11 septembre 2022, France culture



Région de Belgorod, Russie, mars 2026. Sylvain Tronchet en reportage dans un gymnase détruit par une frappe de roquette. © Sylvain Tronchet / Radio France

CÉDRIC STANGHELLINI : Malgré la propagande et le contrôle de l'information, les conséquences humaines de la guerre restent-elles visibles pour les Russes ?

SYLVAIN TRONCHET : Il n'y a aucun Russe à qu'il échappe aujourd'hui que le nombre de victimes est massif. Il suffit de se balader dans un cimetière : on voit partout ces tombes de soldats avec des drapeaux dessus. On commence même à ériger dans certaines villes des monuments aux morts.¹⁷ Il y a aussi un nombre très important de mutilés et de personnes handicapées. Ils sont de plus en plus visibles dans la société, dans les rues.

¹⁷ « "Nous sommes venus en mémoire de notre fils" : en Russie, les morts de la guerre en Ukraine se cachent de moins en moins », 24 février 2026, Franceinfo, https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/reportage-nous-sommes-venus-en-memoire-de-notre-fils-en-russie-les-morts-de-la-guerre-en-ukraine-se-cachent-de-moins-en-moins_7826318.html

CÉDRIC STANGHELLINI : Vous avez quitté la Russie en juillet 2026 après cinq années de service pour Radio France. Quel reportage auriez-vous aimé réaliser avant de partir du pays ?

SYLVAIN TRONCHET : J'aurais aimé m'enfermer dans une pièce avec des jeunes qui viennent de s'engager dans l'armée et comprendre leurs motivations profondes. Juste eux et moi. Pour sonder les raisons profondes de leur engagement.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.